

Document

A Clichy-sous-Bois, le retour de la tuberculose

(Lemonde.fr)

28 septembre 2011

A la sortie de l'école Paul-Vaillant-Couturier, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), la nouvelle se propage, comme la tuberculose. Maladie honteuse, évocatrice d'un autre temps, l'affection a fait son nid au Chêne-Pointu, l'un des quartiers les plus pauvres de la ville, et de France. Depuis cet été, 23 cas ont été détectés, à des adresses très proches. Vingt-trois sur 6 000 habitants, ça fait plus de 350 cas pour 100 000 habitants, contre 8,2 pour l'ensemble de la France (et 30,3 en Seine-Saint-Denis, département le plus touché).

En attendant leurs enfants, les mères de famille s'interrogent. *"C'est vendredi qu'on se vaccine ?"*, lance l'une d'elles à ses copines. Ce n'est pas de vaccination dont il s'agit, mais d'un dépistage d'une ampleur inédite, qui a commencé mercredi 28 septembre pour deux semaines. Le fait que des enfants soient touchés l'impose. Tout le quartier est concerné. Comme si les problèmes de copropriété dégradée, l'insalubrité des logements, les marchands de sommeil, tout cela n'était pas suffisant.

"J'ai honte de dire que j'habite ici", témoigne Sengul Guven, une mère de famille croisée dans le hall aux boîtes aux lettres délabrées. *"J'irai me faire dépister"*, promet-elle, mais elle n'est pas rassurée : *"Et si je fais la queue à côté de gens pleins de microbes ?"* Jamais elle n'aurait imaginé que la tuberculose sévissait encore. Une "maladie du XIX^e siècle", une "maladie des pauvres", avec la toux pour principal symptôme, disent les habitants. Le sentiment d'injustice est latent. *"Notre copropriété a la poisse. Dans mon immeuble, il n'y a plus d'ascenseur depuis trois ans, les caves sont inondées et les moustiques prolifèrent, alors la tuberculose qui s'ajoute !"*, s'énerve Nadia Zaïd, secrétaire de l'association "Redresser ensemble le Chêne-Pointu" et conseillère municipale (EELV). Elle insiste : *"Les gens ont en marre d'être stigmatisés."*

La maladie a trouvé un terrain propice dans ces immeubles délabrés où deux habitants sur trois vivent sous le seuil de pauvreté. Car si la tuberculose, contagieuse, ne touche pas que les plus précaires, elle prospère plus facilement lorsque les conditions sociales et sanitaires sont mauvaises. La suroccupation des logements, le manque d'aération sont des facteurs-clés de la contagion. Et ici, tout est réuni.

Six mille habitants s'entassent dans 1 500 logements à bout de souffle. Depuis leur construction dans les années 1966-1969, les résidences privées du Chêne-Pointu n'ont pas été rénovées. Les premiers propriétaires, issus des classes moyennes, ont été remplacés par des locataires de plus en plus pauvres. La cité est devenue le repaire de marchands de sommeil qui entassent des femmes seules et des familles sans papiers dans des appartements achetés une bouchée de pain aux enchères. Un F4 d'une soixantaine de mètres carrés se vend pour moins de 30 000 euros et se loue jusqu'à 1 000. Une centaine d'appartements *"sont surpeuplés"*, d'après les services municipaux. Les propriétaires occupants, eux, n'ont souvent pas d'autres choix que de rester. Etranglés financièrement ou sans scrupule, ils ne s'acquittent plus des charges. Les impayés se sont accumulés, et atteignent près de 4 millions d'euros.

Dans un quotidien déjà bien lourd, la maladie risque aussi d'être minimisée. Car au jour le jour, c'est l'insalubrité qui hante les familles bien plus que la maladie. Cette lutte de tous les instants contre les moisissures, les fuites d'eau et les cafards, cette mère de famille malienne en parle spontanément quand elle ouvre la porte de son quatre-pièces délabré. *"J'ai encore dû couper l'eau dans la salle de bains, soupire-t-elle. On ne peut plus se doucher depuis quinze jours."*

Une fois de plus, une flaqué d'eau, provoquée par une fuite inexplicée, jonche le sol de son entrée. Partout, la misère suinte des murs lézardés. Trois enfants se partagent une chambre borgne. A la suite d'un incendie, la fenêtre a été murée. Des fils électriques nus courent le long des murs. Depuis huit ans, cette femme, qui souhaite garder l'anonymat, vit là avec son mari et ses six enfants. Jusqu'à il y a quelques semaines, elle déboursait 650 euros pour ce taudis à un propriétaire *"qui ne veut rien faire"*. Récemment, le loyer a été suspendu, l'appartement est sous le coup d'un arrêté préfectoral d'insalubrité. Dans ce lot de soucis domestiques, la famille a été conviée à faire un dépistage de la tuberculose cet été. Une première vague a en effet été organisée, dont le résultat a débouché sur le dépistage général. Depuis, l'un de ses enfants est sous traitement. Sa mère semble le vivre comme une fatalité.

La famille Traore, elle aussi originaire du Mali, est rassurée. *"Tout le monde a fait le test. Et il n'y a rien"*, explique Galadio, le père de famille de six enfants. Ils ont emménagé il y a un an. *"Tout est cassé ici, se désole M. Traore devant sa boîte aux lettres. Mais cet appartement est mieux que celui que j'avais là-bas"*, montre-t-il en désignant une autre barre, toujours au Chêne-Pointu. Sur son salaire de 1 500 euros complété par les allocations familiales et logement, son loyer pèse bien lourd : 1 000 euros et 67 euros pour le gaz. *"Mais on n'a pas le choix"*, précise-t-il. Depuis 2003, il est sur les listes des demandeurs de logements sociaux. Mais les places sont chères. *"Nous n'avons que 50 attributions par an et plus de 2000 demandeurs, tous prioritaires"*, déplore-t-on à la mairie.

Pour Claude Dilain, maire PS, la tuberculose est *"une tuile de plus"*. *"Est-ce qu'il faut avoir une épidémie de tuberculose pour que les pouvoirs publics réagissent et s'occupent de nous ?"*, se demande l'édile, élu sénateur dimanche. Le pédiatre sait que rien ne sert de vacciner, et de dépister puis traiter aux antibiotiques la maladie, si on ne s'attaque pas, aussi, au problème de fond, les conditions de vie.

Mais l'argent manque pour racheter les logements un à un et éviter qu'ils ne tombent dans les mains de marchands de sommeil. La ville, avec 26 millions de budget annuel, ne peut supporter à elle seule une réhabilitation estimée à près d'une centaine de millions d'euros. Maigre consolation, l'épidémie permettra peut-être d'éviter la coupure de chauffage et d'eau sanitaire, programmée le 26 septembre et reportée au 10 octobre. Dans un contexte sanitaire dégradé, l'Etat pourrait décider de prendre un arrêté préfectoral d'urgence pour réquisitionner la société fournisseur du chauffage et d'eau chaude, qui en raison de l'accumulation d'impayés depuis quatre ans, veut suspendre son service.

Dans cette affaire, *"la tuberculose est une alliée de court terme"*, estime-t-on à la mairie. Encore faut-il réussir à l'éradiquer. *"L'ennui serait effectivement qu'une ou deux personnes non dépistées puissent réinfester les enfants, et qu'on ne s'en sorte pas"*, résume le docteur Jacques Piquet, pneumologue à l'hôpital de Montfermeil. Le risque est grand, tant il est difficile d'informer tout le monde, en particulier les sans-papiers, nombreux dans la copropriété.

Mercredi, les équipes du conseil général, qui pratiqueront des tests cutanés et des radios des poumons, se sont installées à l'école primaire Paul-Vaillant-Couturier, où les enfants seront dépistés. Les adultes, eux, ont rendez-vous au gymnase. *"Ma fille est fragile, elle a déjà été*

hospitalisée pour son larynx. Il faut absolument que tout le monde joue le jeu pour qu'on puisse éloigner les malades", lance, inquiète, Erjul Beyaz, une mère de famille du quartier.

Des courriers ont été envoyés, des réunions organisées. De fait, c'est semble-t-il la télé qui a permis à certains d'être au courant. *"Depuis que BFM et TF1 en ont parlé, beaucoup de gens m'interrogent"*, raconte, tout fier, Musfafa Celik, gardien d'immeuble. Comme les associations, les instituteurs, le centre social, il sert de relais. Ce qu'il constate n'est pas rassurant : beaucoup n'iront pas, de peur que les voisins les voient autour du camion de dépistage, et en concluent qu'ils sont malades.